

Libération : Le boycott d'Israël n'est pas de l'antisémitisme

Tribune

Par Eric Hazan – 4 mai 2016 à 17:11

D'un côté, il y a ceux qui défendent un Etat juif tout puissant ; de l'autre, des partisans d'un Etat commun où Juifs et Arabes vivraient en égaux. Entre les deux, la question de la souveraineté d'Israël.

• Le boycott d'Israël n'est pas de l'antisémitisme

D'après Manuel Valls, *«l'antisionisme est tout simplement le synonyme d'antisémitisme»*. Ce propos n'est pas surprenant de la part d'un homme politique pour lequel *«l'état d'urgence, c'est l'Etat de droit»*, et qui entend lutter contre le chômage en facilitant les licenciements. Mais sérieusement, qu'est-ce au juste que «l'antisionisme ?»

Il y a deux réponses possibles. La première, celle des dîners du Crif, repose sur deux assertions successives : l'Etat d'Israël parle au nom des Juifs du monde entier ; par conséquent, être «antisioniste», critiquer la politique israélienne, c'est dénigrer non seulement le gouvernement israélien, mais la population du pays et l'ensemble de tous les Juifs – c'est de l'antisémitisme.

Cette façon de voir occulte deux points essentiels : la grande majorité des Juifs vivent ailleurs qu'en Israël et parmi eux, nombreux sont ceux qui n'approuvent pas sa politique ; d'autre part, critiquer un gouvernement ne signifie nullement que l'on accuse la population du pays. Non, condamner la politique coloniale d'Israël n'a rien à voir avec l'antisémitisme.

La deuxième réponse à la question qu'est-ce que

«l'antisionisme ?» est d'ordre historique. Au début du XX^e siècle, quand Theodor Herzl invitait les Juifs d'Europe à partir pour la Palestine, beaucoup d'entre eux s'y opposaient, notamment les ouvriers révolutionnaires polonais du Bund. Ils étaient antisionistes, les seuls peut-être à avoir mérité ce terme qui n'a plus guère de sens aujourd'hui.

Par la suite, dans l'entre-deux-guerres, la présence juive en Palestine étant un fait accompli, plusieurs intellectuels juifs de grand renom comme Hannah Arendt, Martin Buber ou Gershom Scholem dirent et écrivirent que cette présence ne pouvait plus être remise en cause, mais qu'il fallait surtout éviter que s'établisse une souveraineté juive sur la Palestine. En octobre 1947, alors que le statut de la Palestine était encore en discussion à l'ONU, Arendt prit la parole devant la commission internationale chargée d'éclairer l'Assemblée générale, et plaida en faveur d'une fédération, d'un Etat binational sur le territoire de la Palestine mandataire.

Aujourd'hui, les termes du débat sont les mêmes. Il y a d'un côté ceux qui défendent un Etat juif souverain, le plus puissant et le plus homogène possible, qui travaille à judaïser tout le territoire de la Palestine historique en maintenant en sujétion ses habitants non juifs, les Palestiniens d'Israël et ceux des Territoires occupés. Et de l'autre côté, il y a ceux pour lesquels les quelque 11 millions d'êtres humains habitant entre le Jourdain et la mer ont tous le droit de vivre en égaux dans un Etat commun. (On peut laisser de côté la solution des deux Etats, fiction destinée à faire accepter le *statu quo*).

Pour ceux, Juifs ou Arabes, qui soutiennent la création d'un tel Etat, la présence juive en Palestine ne se discute plus depuis longtemps, c'est la souveraineté juive qui est le cœur du litige. Le boycott d'Israël est pour eux un moyen d'en finir avec cette souveraineté. Les accuser de vouloir la

«destruction d'Israël», d'être des antisémites, c'est utiliser une fois de plus Auschwitz pour légitimer la politique coloniale du gouvernement israélien. Le boycott n'est pas une arme contre les Juifs israéliens. Bien au contraire, il les aide à faire un jour partie intégrante de la région du monde où leurs aînés ont été autrefois conduits, à quitter leurs habits de colons pour devenir des égaux vivant enfin en paix dans un pays réconcilié.

Eric Hazan

Source: Libération